



Conseil de sécurité

Briefing

La Situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.

New York, le 16 octobre 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl
Représentante permanente de la Suisse

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de la Suisse.

Je voudrais, comme mes collègues, remercier la Sous-Secrétaire générale d'OCHA ad interim, Madame Msuya, pour sa présentation de la situation catastrophique à Gaza. Et ceci, dans tous les domaines fondamentaux que sont, notamment, la sécurité alimentaire, la santé, ou encore l'éducation.

Et je la cite: "The level of suffering is difficult to capture in words". Je pense que c'est une phrase qui restera avec nous.

Permettez-moi donc en guise d'introduction de dire ce que je dirai aussi en conclusion : il faut un cessez-le-feu immédiat à Gaza, comme ce Conseil le demande depuis des mois.

Chers et chères collègues,

Le collègue algérien l'a dit, nous commémorons aujourd'hui la journée internationale de l'alimentation ainsi que la fondation, il y a 78 ans, de la FAO, qui a éradiqué la faim ou amélioré la sécurité alimentaire dans biens des pays du monde. Tragiquement à Gaza, cette journée marque un triste rappel : la famine y menace la vie de centaines de milliers de personnes – à commencer par les enfants.

La Suisse rappelle que la résolution 2417 de ce Conseil condamne fermement – je cite – « les refus illicites d'accès humanitaires et le fait de priver les civils des biens indispensables à leur survie ». Le Statut de Rome considère que l'utilisation de la famine comme méthode de guerre est un crime de guerre, dont les responsables doivent être traduits en justice.

A Gaza les civils, y compris les 400'000 personnes dans le nord, n'ont comme seul bouclier le droit international humanitaire. Il est donc indispensable que les parties mettent en œuvre ce droit.

Les menaces qui guettent ces civils sont terrifiantes. Les écoles devenues refuges sont bombardées – comme le week-end dernier à Jabalya. Il en va de même pour les complexes hospitaliers. Le déni presque complet d'aide humanitaire expose la population civile à des épidémies d'un autre âge. Sans parler du fait que les enfants ne sont plus allés à l'école depuis plus d'un an.

Cela nous oblige à nous confronter à un certain nombre de questions :

L'acheminement de l'aide humanitaire destinée à lutter contre l'insécurité alimentaire de la population de Gaza est-il intentionnellement entravé ? Les nouveaux ordres d'évacuation transmis par Israël à des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont-ils une tentative d'introduire des

changements permanents dans le Territoire palestinien occupé ? La Suisse rappelle que de telles mesures seraient illégales en vertu du droit international humanitaire.

Dans le même temps, le Hamas continue de lancer des roquettes sur Israël, y compris jusqu'à Tel Aviv, ce que nous condamnons. La situation humanitaire des otages encore en vie est également catastrophique. Nous avons fermement condamné les actes de terreur atroces du 7 octobre commis par le Hamas et appelé à la libération immédiate et sans conditions des otages. Et nous continuerons à le faire.

Nous n'avons cessé de le répéter : toutes les parties – ceci inclus le Hamas et d'autres groupes armés dans la bande de Gaza – doivent respecter le droit international humanitaire. Mais les crimes terribles du Hamas ne suspendent en rien l'obligation d'Israël de se conformer lui-même strictement au droit international humanitaire.

Israël doit maintenant en toute urgence et avec vigueur prendre des mesures effectives pour fournir les services de base et l'aide humanitaire d'urgence aux Palestiniens de Gaza, comme l'exige la Cour internationale de justice. Nous rappelons qu'il s'agit d'une obligation selon le droit international humanitaire.

A cette fin, seule une collaboration étroite entre Israël et les agences humanitaires spécialisées peut permettre un acheminement sûr, rapide et sans entraves de l'aide humanitaires aux civils dans le besoin. La Suisse salue le travail de ces agences – y compris UNWRA, WHO et UNICEF – qui ont réalisé une première vague de vaccinations contre la polio dans des conditions extrêmement difficiles le mois passé.

Les agences humanitaires doivent pouvoir opérer dans un espace humanitaire sûr pour mener à bien leur travail, y compris la seconde phase de vaccinations prévue cette semaine.

Les attaques que les humanitaires subissent – dans les hostilités, mais aussi dans les médias – sont inacceptables. Ce Conseil a réaffirmé unanimement son soutien au Secrétaire général et au personnel de l'ONU, notamment le personnel humanitaire et de maintien de la paix, qui opèrent dans ces conditions extrêmement hostiles.

Face à l'escalade massive de violence dans le Territoire palestinien occupé et dans la région, le respect du droit international humanitaire et la mise-en-œuvre des résolutions de ce Conseil de sécurité sont des jalons fondamentaux et indispensables pour la désescalade et sur le chemin de la paix. Celle-ci doit se fonder sur la solution à deux états.

Je le répète donc encore une fois : il faut un cessez-le-feu immédiat à Gaza comme ce Conseil le demande depuis des mois. Maintenant.

La Suisse reste prête à prendre avec les autres membres de ce Conseil – ensemble – les mesures nécessaires pour y parvenir.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

I will now make a statement in my national capacity.

Like my colleagues, I would like to thank the Acting Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, Ms Msuya, for her presentation of the catastrophic situation in Gaza. And this in all the fundamental areas such as food security, health and education.

And I quote her: "The level of suffering is difficult to capture in words". I think it's a sentence that will stay with us.

Allow me to say in my introduction what I will also say in conclusion: there must be an immediate ceasefire in Gaza, as this Council has been calling for over the past months.

Dear Colleagues,

Today, as the Algerian colleague said, we commemorate International Food Day and the 78th anniversary of the foundation of the FAO, which has eradicated hunger or improved food security in many countries worldwide. Tragically, in Gaza, this day serves as a somber reminder: famine is threatening the lives of hundreds of thousands of people - starting with children.

Switzerland recalls that Resolution 2417 of this Council strongly condemns - and I quote - "the unlawful denial of humanitarian access and depriving civilians of objects indispensable to their survival". The Rome Statute considers the use of starvation as a method of warfare to be a war crime, and those responsible must be brought to justice.

In Gaza, civilians, including nearly 400'000 in the northern Gaza Strip, only have international humanitarian law as their shield. It is therefore essential that the parties implement this law.

The threats facing these civilians are terrifying. Schools that have become shelters are being bombed - as was the case last weekend in Jabalya. The same applies to hospital complexes. The almost total denial of humanitarian aid is exposing the civilian population to epidemics from another era. Not to mention the fact that children haven't been to school for over a year.

This forces us to confront a number of questions: Is the delivery of humanitarian aid aimed at combating food insecurity among the population of Gaza being deliberately obstructed? Are the new evacuation orders issued by Israel to hundreds of thousands of men, women and children an attempt to introduce permanent changes in the Occupied Palestinian Territory? Switzerland reminds that such measures would be illegal under international humanitarian law.

At the same time, Hamas continue to fire rockets at Israel, including as far away as Tel Aviv, which we condemn. The humanitarian situation of the hostages still alive is also catastrophic. We have strongly condemned the atrocious acts of terror committed by Hamas on October 7, and have called for the immediate and unconditional release of the hostages. And we will continue to do so.

We have said it again and again: all parties - including Hamas and other armed groups in the Gaza Strip - must respect international humanitarian law. However, Hamas's terrible crimes in no way suspend Israel's obligation to strictly comply with international humanitarian law.

Israel must now urgently and vigorously take effective measures to provide basic services and emergency humanitarian aid to the Palestinians in Gaza, as required by the International Court of Justice. We recall that this is an obligation under international humanitarian law.

To this end, only close collaboration between Israel and specialized humanitarian agencies can ensure the safe, rapid and unimpeded delivery of humanitarian aid to civilians in need. Switzerland commends the work of these agencies - including UNWRA, WHO and UNICEF - which carried out a first wave of polio vaccinations under extremely difficult conditions last month.

Humanitarian agencies must be able to operate in a safe humanitarian space to carry out their work, including the second phase of vaccinations scheduled for this week.

The attacks faced by humanitarian workers - during hostilities, but also in the media - are unacceptable. This Council has unanimously reaffirmed its support for the Secretary-General and UN staff, including humanitarian and peacekeeping personnel, who are operating in these extremely hostile conditions.

In the face of the massive escalation of violence in the Occupied Palestinian Territory and the region, respect for international humanitarian law and the implementation of this Security Council resolutions are fundamental and indispensable milestones for deescalation and the path to peace. Peace must be based on a two-state solution.

So, once again, repeat: there must be an immediate ceasefire in Gaza, as this Council has been calling for over the past months. Now.

Switzerland remains ready to take with the other members of this Council - together - the necessary steps to achieve this.

Thank you.